

Edhem Eldem

L'EMPIRE OTTOMAN

*Deuxième édition corrigée
5^e mille*

*Que
sais-je?*

À lire également en *Que sais-je ?*

COLLECTION FONDÉE PAR PAUL ANGOULVENT

Jean-Claude Cheynet, *Histoire de Byzance*, n° 107.

Pierre Amiet, *L'Antiquité orientale*, n° 185.

Claire Mouradian, *L'Arménie*, n° 851.

Bernard Flusin, *La Civilisation byzantine*, n° 3772.

Bernard Heyberger, *Les Chrétiens d'Orient*, n° 4050.

Wissam H. Halawi, *Les Druzes*, n° 4321.

ISBN 978-2-7154-3850-7

ISSN 0768-0066

Dépôt légal – 1^{re} édition : 2022

2^e édition corrigée : 2026, février

© Que sais-je ?/Presses Universitaires de France, 2026
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

PROLOGUE

Une histoire de l'Empire ottoman : pourquoi, comment ?

Évidemment, la première partie de la question est surtout rhétorique, puisqu'il n'y a pas vraiment de justification à fournir à la rédaction d'une histoire de l'Empire ottoman. En revanche, il n'est probablement pas inutile de réfléchir à l'opportunité de publier un ouvrage dont il existe deux versions précédentes souvent rééditées dans cette même collection¹. Rappelons tout d'abord que l'histoire, ou plutôt que nos connaissances historiques évoluent rapidement, ce qui rend utile, voire nécessaire, une mise à jour régulière des travaux de synthèse et de vulgarisation. Certes, ce ne sont généralement pas les bases factuelles du récit historique, telles la chronologie ou la séquence événementielle, qui sont remises en question, mais plutôt l'analyse et l'interprétation qu'on en tire. La date et les circonstances de l'assassinat d'Osman II (1622) ou de la promulgation de l'édit des *Tanzimat* (1839) n'ont guère changé ; en revanche, le sens et l'importance attribués à ces événements et, surtout, le contexte historique dans lequel ils s'inscrivent ont été souvent réexaminés à la lumière de nouvelles sources, discutés, soumis à une analyse critique, replacés dans un cadre comparatif, débouchant ainsi sur des interprétations nouvelles, parfois divergentes, toujours débattues. Si l'histoire ne change pas vraiment,

1. R. Mantran, *Histoire de la Turquie*, sept éditions de 1952 à 1993 ; D. Kitsikis, *L'Empire ottoman*, trois éditions de 1985 à 1994.

l'historiographie est constamment en mouvement, dans le but avoué d'affiner notre compréhension du passé, non par une quête futile d'une vérité que les historiens ont depuis longtemps reléguée au statut de fantasme positiviste, mais par la recherche de moyens pour mieux cerner cet enchevêtrement de réalités. Si la certitude peut évidemment être recherchée en ce qui concerne la datation d'événements, l'identification de personnages, la localisation de contrées, le dénombrement d'objets et d'individus, ou la mesure de valeurs quantifiables, il ne faut guère oublier que l'histoire ne se réduit pas à ces questionnements simplistes ; il s'agit plutôt de poser des questions concernant le pourquoi et le comment des choses, en prenant conscience de ce que les réponses à ces questions, lorsqu'elles sont possibles, se limitent souvent à une approximation du probable et du plausible fondée sur une méthodologie rigoureuse.

Il serait fastidieux, pour ne pas dire impossible, d'énumérer ici tous les facteurs ayant influencé l'historiographie de l'Empire ottoman durant les dernières décennies. Rappelons toutefois que les changements survenus dans la conception et l'écriture de l'histoire à l'échelle mondiale ont joué un rôle prépondérant dans cette transformation. Le décri de l'histoire événementielle, le désir de donner une voix aux individus et aux groupes sociaux occultés par l'histoire des « grands hommes », un intérêt croissant pour une histoire socio-économique « par le bas », l'influence de l'École des Annales, la découverte et le développement de nouvelles tendances telles l'histoire des mentalités ou l'histoire culturelle, la part accrue accordée à l'art ou à la littérature dans le récit historique et l'importance croissante des approches comparatistes sont autant de phénomènes ayant marqué l'évolution de la discipline et dont l'histoire ottomane n'a pas manqué de tirer profit. Si l'on voulait les résumer en une phrase, il conviendrait probablement de dire que d'une structure principalement narrative et

descriptive nourrie par une causalité parfois simpliste et souvent forcée, l'histoire s'est acheminée vers un discours de plus en plus analytique et critique fondé sur un raisonnement complexe et divers.

Ces nouvelles approches et interrogations furent souvent liées à des influences politiques et idéologiques contemporaines. Les années 1960 et 1970 furent profondément marquées par la conception marxiste de l'histoire qui se greffa presque naturellement sur les acquis de l'histoire économique et sociale. Les décennies suivantes ont à leur tour vu émerger des études dites subalternes et postcoloniales dont l'objectif premier était de libérer l'histoire non occidentale de l'emprise et des préjugés de l'historiographie occidentale. Dans ce contexte, on ne soulignera jamais assez le poids du célèbre ouvrage d'Edward Said, qui, dès 1978, révéla qu'au cours des siècles il s'était construit une image de l'Orient défini comme étant *essentiellement* différent de l'Occident et incapable de progrès, en quelque sorte figé dans un passé immuable dont seule une intervention externe, donc occidentale, aurait pu le tirer. Il en a résulté une historiographie qui, bien souvent, réduisait l'Orient à une sorte de caricature anhistorique faite, entre autres, de retard, d'échecs, de fanatisme et de violence¹.

Évidemment, il eût été injuste de considérer toute cette littérature comme étant foncièrement viciée par ce travers idéologique, et de vouloir la rejeter dans sa totalité pour la remplacer par une nouvelle historiographie bâtie sur des prémisses libérées de tout préjugé. Le véritable défi était plutôt de reprendre les sources existantes et d'en découvrir de nouvelles en prenant conscience et en tenant compte de leurs éventuelles distorsions afin d'asseoir les travaux à venir sur une base méthodologique et théorique

1. E. Said, *Orientalism : Western Conceptions of the Orient*, Londres, Penguin, 1978.

plus rigoureuse. C'était là un objectif difficile à atteindre, d'autant plus que le fait de s'insurger contre l'influence de partis pris idéologiques était en lui-même inévitablement politique. Le risque était – et demeure – de vouloir combattre l'orientalisme par de l'antiorientalisme et de penser pouvoir corriger les défauts de l'eurocentrisme en inversant le processus, ce qui équivaut souvent à épouser une forme de tiers-mondisme primaire dénué de toute sophistication historienne.

Les péripéties et avatars de la notion de déclin illustrent parfaitement la difficulté de la question. Il est bien connu que les visions traditionnelles de l'histoire de l'Empire ottoman reposaient généralement sur une séquence de croissance, d'apogée et de déclin. Cette tendance s'explique bien sûr par la tentation d'associer l'existence et l'évolution des États aux étapes de celles d'un organisme vivant, de la naissance à la mort, en adoptant une métaphore biologique avancée, entre autres, par Ibn Khaldoun au ^{xiv}^e siècle. Toutefois, ce qui rendait ce scénario particulièrement problématique était le fait que la notion de déclin ne faisait que renforcer la perception occidentale d'un empire miné par la corruption, incapable de se régénérer, et de ce fait voué à une perte certaine. Au fur et à mesure que l'Europe découvrait sa propre puissance et s'attachait à l'idée de progrès, l'Empire ottoman prenait la forme d'une sorte d'image inversée d'un Occident que des rêves de réussite et de domination rendaient de plus en plus arrogant. Il est clair qu'à l'origine cette vision tenait du vœu pieux ; mais arrivé au ^{xix}^e siècle et faisant face à l'hégémonie mondiale des puissances occidentales, désormais qualifiées de « grandes », l'Empire ottoman semblait désormais justifier pleinement le bon mot du tsar Nicolas I^{er} (r. 1826-1855) qui parlait de « l'homme malade de l'Europe ». La question restée en suspens – la question d'Orient pour les contemporains – était simplement de savoir quand et comment

s'achèverait cette longue agonie. L'effritement progressif de l'empire pendant tout le siècle et son effondrement à l'issue de la Première Guerre mondiale ne firent que confirmer le caractère inéluctable de ce scénario de catastrophe.

On comprend dès lors que bien des historiens aient choisi de bannir « déclin » de leur vocabulaire, ou du moins d'éviter autant que possible d'utiliser un terme qui avait le double inconvénient d'aller dans le sens d'un discours triomphaliste occidental et d'imposer une forme de téléologie au grand récit de l'empire. L'exercice était pourtant plus difficile qu'il n'y paraissait, ainsi que le suggère le recours fréquent à des euphémismes qui ne faisaient que contourner le problème : changement, transformation, tournant, réforme... La difficulté provenait de ce que le concept était fortement ancré dans l'historiographie, y compris dans les sources ottomanes elles-mêmes. Certes, il ne faut guère s'étonner de ce que les auteurs et acteurs politiques ottomans du XIX^e siècle aient fait usage de ce terme, puisque le programme d'occidentalisation dans lequel ils s'étaient alors engagés reposait justement sur un sentiment d'infériorité par rapport à l'Occident et sur le but avoué d'enrayer l'effondrement pressenti de l'empire en adoptant les normes et les formes de la civilisation occidentale, source à la fois d'admiration et de ressentiment. Cependant, il faut aussi tenir compte de ce qu'un sentiment de déclin, ou plutôt une forme de nostalgie d'un âge d'or, faisait déjà partie du discours de certains intellectuels et bureaucrates ottomans dès la fin du XVI^e siècle. Comment nier en effet qu'une bonne partie des XVII^e et XVIII^e siècles fut consacrée à la mise en place de programmes ou de demandes de réforme dont la justification reposait sur l'aveu d'une faillite tantôt militaire, tantôt budgétaire, tantôt morale ?

Il faut vraisemblablement distinguer deux perceptions différentes du déclin, l'une antérieure au XVIII^e siècle, dont

il semble bien qu'elle fut partagée par bien d'autres sociétés européennes et méditerranéennes – il suffit de se souvenir des *arbitristas* espagnols –, et l'autre, plus tardive, dont il est légitime de penser qu'elle s'inscrit dans une nouvelle conception du cours de l'histoire, propre à l'Europe occidentale et fortement enracinée dans des notions qui virent le jour pendant les Lumières. Rappelons à cet effet le rôle de la « querelle des Anciens et des Modernes » et de la « crise de conscience » du tournant du XVIII^e siècle¹ dans une Europe qui, jusque-là, ne possédait guère les moyens de revendiquer une supériorité intellectuelle et matérielle sur le reste du monde connu. Prenant conscience d'une nouvelle forme de puissance et d'hégémonie, l'Europe en arriva à greffer sur des préjugés traditionnels préexistants – essentiellement de nature religieuse – de nouvelles notions selon lesquelles les États et sociétés de sa périphérie se définissaient non seulement dans l'altérité, mais aussi dans des formes d'infériorité que des sciences sociales encore embryonnaires – la « philosophie » des Lumières – s'efforceraient de rationaliser. Cette vision est à l'origine d'une nouvelle conception de l'histoire qui, née dans l'Europe des Lumières, a fini par imposer au restant du monde la pratique de mesurer à l'aune de l'Europe le développement des sociétés non occidentales.

Si cette nouvelle vision de l'histoire ne voyait pas d'inconvénient à reconnaître les mérites ou la splendeur des civilisations prémodernes non européennes, de l'Égypte pharaonique à la Chine impériale ou des civilisations précolombiennes à l'islam médiéval, la modernité n'en restait pas moins l'apanage de l'Europe, en aval des Lumières, bien sûr, mais aussi en amont, où bien des moments historiques furent peu à peu intégrés à titre de signes

1. P. Hazard, *La Crise de la conscience européenne (1680-1715)*, Paris, Boivin et C^{ie}, 1934.

et de facteurs précurseurs du triomphe de l'Occident : la Renaissance, évidemment, mais aussi le Moyen Âge, longtemps décrié comme une période barbare, qui finit par être intégré dans le scénario de l'exceptionnalisme européen par l'intérêt que présentaient, entre autres, l'ordre féodal ou l'autonomie des communes dans la construction de ce modèle historique. Dès lors, l'histoire de l'Europe se transformait en un enchaînement de notions, de catégories et de périodes de plus en plus spécifiques à l'Occident et exclusives des autres sociétés : héritages judéo-chrétien et gréco-romain, invasions barbares, féodalisme, communes du Moyen Âge ; Renaissance, humanisme, grandes découvertes, colonialisme, révolution scientifique, Lumières, capitalisme, bourgeoisie, industrialisation, société civile, révolution sociale, nationalisme, État-nation, laïcité, égalité, démocratie, impérialisme...

Devant un tel cahier des charges, il devenait difficile, pour ne pas dire impossible, d'intégrer l'histoire de l'Empire ottoman dans celle de la modernité occidentale autrement que par le biais du déclin et de la faillite. Il n'y avait pas d'Érasme ottoman ; pas de Montaigne, de Shakespeare, de Michel-Ange, de Spinoza ; pas de république des lettres, pas d'accumulation de capital... Parmi les musulmans, l'imprimerie y avait fait son apparition avec trois siècles de retard et, si les Ottomans pouvaient à la rigueur se vanter d'avoir introduit le café en Occident, force est de constater qu'alors que l'institution du café en Europe est célébrée pour avoir contribué à la fois au développement du capitalisme et des Lumières, sa version ottomane, pourtant antérieure, ne semble pas avoir pu se frayer un chemin au-delà de quelques formes de sociabilité et d'action politique, d'ailleurs souvent réprimées par le pouvoir, au point de devenir une des scènes favorites des artistes et auteurs occidentaux friands d'images d'hommes enturbannés fumant la pipe et plongés dans une oisiveté